

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunication, le 3 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de radiomessagerie ERMES", a donné le 9 juin 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 3 juni 1997 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het opzetten en exploiteren van ERMES-Semafoonnetten", heeft op 9 juni 1997 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'arrêté en projet entend puiser son fondement légal essentiellement dans l'article 89, § 2bis, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Cette disposition autorise le Roi à établir un cahier des charges de service public pour chaque catégorie de service de mobilophonie et de radiomessagerie qu'Il détermine, ainsi que la procédure relative à l'attribution de chaque autorisation, y compris la redevance pour l'analyse des dossiers de candidature.

Ce cahier des charges doit porter, notamment, en vertu de l'alinéa 2, b), de la disposition précitée, sur les conditions minimales de permanence, de qualité et de disponibilité du service autorisé.

A cet égard, on observe qu'un certain nombre de dispositions du projet sont formulées de telle manière qu'elles n'énoncent aucune obligation juridique précise pour les titulaires des autorisations. Il en va ainsi de toutes les dispositions commençant par les mots "L'opérateur s'efforce de ...". Ces dispositions devront être revues de manière à définir, pour les aspects qu'elles visent, les conditions minimales de qualité ou de disponibilité du service.

.../...

2. La directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications détermine, en son annexe, les conditions qui peuvent être attachées aux autorisations.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, la section de législation n'a pu vérifier que toutes les conditions imposées par le présent projet n'excédaient pas celles prévues dans l'annexe de ladite directive.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1er

Il faut écrire :

"Vu la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés de services de télécommunications, modifiée par les directives 95/51/CE du 18 octobre 1995, 96/2/CE du 16 janvier 1996 et 96/19/CE du 13 mars 1996;"

.../...

Alinéa 2 (nouveau)

Il y a lieu d'insérer un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications;".

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 3)

On écrira :

"Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radio-communications, notamment, l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994, l'article 11, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, annulé pour partie par un arrêt de la Cour d'Arbitrage n° 7/90 du 25 janvier 1990 et modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994, et l'article 13;".

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 4)

On écrira :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment, l'article 70, l'article 75, § 8, remplacé par la loi du 20 décembre 1995, l'article 89, § 2bis, inséré par la loi du

.../...

12 décembre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 28 octobre 1996, et l'article 109ter, inséré par la loi du 20 décembre 1995;".

Alinéas 4 à 10 (du projet)

Ces alinéas seront omis. En effet, les dispositions citées ne constituent pas la base légale de l'arrêté en projet et ne sont pas modifiées par lui.

Alinéas 11, 12, 13 et 14 (du projet)

Ces alinéas deviendront les alinéas 5, 6, 7 et 8.

Alinéa 9 (nouveau)

Il y a lieu d'insérer un "considérant" motivant la limitation à trois des autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de radiomessagerie ERMES (1).

Alinéa 15 (devenant les alinéas 10 et 11)

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, seconde phrase, introduit par la loi du 4 août 1996 dans

(1) Voir l'observation qui sera faite au sujet de l'article 19, § 1er, du projet.

les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, on insérera un alinéa nouveau reproduisant la motivation de l'urgence énoncée dans la demande d'avis.

On écrira :

"Vu l'urgence motivée par ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Dispositif

Article 2

De l'accord du fonctionnaire délégué, on omettra au paragraphe 3, alinéa 2, les mots ", en particulier le réseau DCS de BELGACOM", qui créent une discrimination. Par conséquent, le point 23° des définitions figurant à l'article 1er sera également omis.

Article 3

Le paragraphe 1er prévoit que l'autorisation est personnelle et incessible. Une telle règle est contraire à l'article 89, § 7, de la loi du 21 mars 1991 qui dispose que la cession d'un service non-réservé est libre moyennant déclaration à l'Institut.

.../...

Article 4

1. Le paragraphe 1er, alinéa 2, est dépourvu de caractère normatif. Aucune conséquence juridique n'est, en effet, attachée au "jugement" que porterait l'Institut belge des services postaux et des télécommunications quant au caractère non discriminatoire des accords conclus. Au surplus, aucun texte légal n'autorise le Roi à attribuer une telle compétence à l'I.B.P.T.

2. Par ailleurs, le paragraphe 2, alinéa 2, attribue à l'Institut une compétence réglementaire qui ne lui revient pas en vertu des textes légaux définissant les missions de celui-ci.

3. Le paragraphe 4, alinéa 2, confère à l'opérateur le droit de refuser ou de suspendre l'accès au service, notamment, en cas de non paiement "présumé".

Cette hypothèse laisse perplexe. Il n'existe en effet aucune disposition légale instituant une présomption de non-paiement. Il appartient à l'opérateur de vérifier soigneusement si le paiement a ou non été effectué. En cas de refus ou de suspension alors que le paiement a eu lieu, l'opérateur engage sa responsabilité, en tant que responsable de la bonne organisation de ses services.

.../...

Article 6

Il convient de préciser au paragraphe 2 sur base de quels textes légaux ou réglementaires les équipements seront agréés par l'I.B.P.T.

Article 7

Aucun texte légal n'autorise le Roi à percevoir à charge des opérateurs "leur quote-part financière au défraiement du Ministère de l'Intérieur, dont les services de la gendarmerie étaient le précédent utilisateur des fréquences destinées au système ERMES".

L'article 89, § 2bis, précité n'autorise, en effet, la perception que d'une redevance pour l'analyse des dossiers de candidature, d'une redevance périodique pour l'utilisation du spectre radioélectrique ainsi que pour la gestion de l'autorisation et le contrôle des fréquences. Quand bien même le paiement prévu par cette disposition en projet pourrait être qualifié de redevance, il n'entre dans aucune de ces catégories.

Le paragraphe 3 doit être omis.

.../...

Article 9

En son paragraphe 1er, alinéa 2, et en son paragraphe 2, le texte en projet charge l'Institut de fournir à l'opérateur "une assistance technique" et lui permet "d'imposer à l'opérateur des contraintes techniques". De telles missions n'entrent pas dans celles qui reviennent à cet Institut en vertu des lois qui le régissent.

Article 11

1. Le paragraphe 2 impose des obligations à des tiers, à savoir les opérateurs des RTPC/RNIS exploités en Belgique (1). Ces obligations ne peuvent puiser leur fondement légal dans l'article 89, § 2bis, de la loi du 21 mars 1991.

2. La rédaction du paragraphe 3 devra être revue pour être conforme à l'article 89, § 2bis, alinéa 2, i), de la loi du 21 mars 1991 qui prévoit le principe du paiement de charges d'accès au réseau public, sur la base du prix de revient réel augmenté d'un bénéfice normal.

(1) Selon la disposition en projet, il s'agirait d'un "opérateur qui est déclaré puissance sur le marché". Une telle disposition est incompréhensible.

Article 14

1. Cette disposition prévoit le paiement à l'Institut d'une "redevance de gestion de l'autorisation" et d'une "redevance de mise à disposition des fréquences".

Si l'article 89, § 2bis, précité autorise la perception de telles redevances, il ne prévoit nullement que celles-ci seront versées et resteront acquises à l'Institut.

Selon le fonctionnaire délégué, le versement des redevances à l'Institut résulte de l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. Les redevances visées par cette dernière disposition sont, toutefois, dues par des titulaires d'autorisations autres que celles visées par la loi du 21 mars 1991.

Il convient de remanier la disposition afin de prévoir que les redevances seront payées à l'Etat ou, le cas échéant, qu'elles seront perçues par l'Institut et reversées par celui-ci à l'Etat.

La même observation vaut pour les articles 22 et 30.

2. En vertu de l'article 11 de la directive 97/13/CE précitée, les "taxes imposées aux entreprises au titre de procédures d'autorisation" doivent avoir "uniquement pour objet de couvrir les frais administratifs afférents à la délivrance, à la gestion, au contrôle et à

.../...

l'application de licences individuelles" et doivent être "proportionnelles au volume de travail requis". Quant aux taxes perçues pour "tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale" d'une ressource rare, elles doivent tenir compte "de la nécessité de promouvoir le développement de services innovateurs et de la concurrence".

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation ne peut émettre d'avis sur la conformité des redevances prévues par le projet avec les exigences de la directive. Il conviendrait, toutefois, d'être plus précis sur les prestations dont les redevances de gestion de l'autorisation sont censées couvrir le coût. En particulier, si les redevances sont censées couvrir les frais de contrôle, il faudrait l'indiquer expressément.

3. Il y a une discordance entre le paragraphe 3, alinéa 2, et le paragraphe 5, alinéa 3. Le texte doit être revu pour lever cette contradiction.

Article 15

L'article 15, § 4, alinéa 2, est dénué de base légale. L'article 43 de la loi du 21 mars 1991 n'organise le service de médiation que pour les relations de Belgacom avec ses usagers.

.../...

Article 17

L'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991 autorise à soumettre à l'I.B.P.T. pour conciliation exclusivement les litiges entre des personnes offrant des infrastructures ou des services de télécommunications. Des dispositions réglementaires peuvent seulement avoir pour effet de rendre cette conciliation obligatoire.

Le paragraphe 5 de la disposition en projet permet de soumettre à l'Institut "tout litige concernant l'application du présent cahier des charges". Si l'intention est de s'en tenir à ce qui est prévu à l'article 75, § 8, de la loi de 1991, ce paragraphe est superflu et doit être omis. Dans le cas contraire, il serait dépourvu de base légale et devrait également être omis.

Il y aurait lieu, eu égard à cette observation, d'adapter les divers articles qui se réfèrent à l'article 17, § 5, à savoir l'article 8, alinéa 2, l'article 11, § 4, l'article 12, § 5, l'article 13, § 1er, etc.

Article 18

1. Le paragraphe 2 sera revu pour être rendu conforme à l'article 9, paragraphe 4, de la directive 97/13/CE précitée.

.../...

2. Il convient de prévoir aussi des dispositions visant à assurer le respect des droits de la défense pour l'application des sanctions administratives prévues à l'article 3.

Article 19

En vertu de l'article 10, paragraphe 2, de la directive 97/13/CE précitée, la décision de limiter le nombre de licences doit être motivée. Cette motivation doit prendre la forme d'un "Considérant" inclus dans le préambule de l'arrêté.

Article 20

L'article 89, § 2bis, de la loi du 21 mars 1991 n'autorise pas le Roi à prévoir dans son cahier des charges des conditions relatives au siège social, à la composition du capital et au statut juridique du demandeur de l'autorisation. Les paragraphes 1er et 2 sont donc dépourvus de fondement légal.

Par ailleurs, l'obligation de tenir une comptabilité séparée pour chaque activité de télécommunication ne peut être imposée qu'aux personnes jouissant de droits exclusifs ou d'une position dominante, en vertu de l'article 109 bis de la loi du 21 mars 1991. Le paragraphe 4, qui impose cette obligation à tout opérateur, doit donc, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être revu.

.../...

Article 24

Le texte en projet ne peut réglementer des domaines qui ne relèvent pas de la compétence du Roi. Le Roi ne peut notamment pas imposer des prescriptions relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

Il ne peut donc prévoir la rédaction en langue anglaise d'annexes au dossier, ni imposer que celui-ci soit établi dans une langue nationale déterminée.

Article 29

Le paragraphe 2, alinéa 2, qui prévoit que "L'Autorisation est confidentielle et n'est donc pas publiée au Moniteur belge", est en contradiction avec ce qui est prévu à l'article 23, § 2, alinéa 2, qui fait clairement état de la publication de décisions d'attribution des autorisations. Cette contradiction doit être levée.

L'attention est, par ailleurs, attirée sur la disposition de l'article 8, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée, qui prévoit la publication des informations relatives aux conditions qui sont attachées à toute licence individuelle.

.../...

OBSERVATIONS FINALES

1. Le texte en projet est particulièrement mal rédigé et mal dactylographié. Il gagnerait à être entièrement réécrit, en se conformant, au surplus, aux règles de la légistique formelle (1).

2. D'une manière générale, le projet abuse de majuscules.

3. De nombreuses dispositions de l'arrêté en projet sont pratiquement incompréhensibles.

4. Quand, dans l'arrêté en projet, sont utilisées des appellations tirées de la Directive 90/544/CEE du Conseil du 9 octobre 1990 relative aux bandes de fréquence désignées pour l'introduction coordonnée du système paneuropéen public terrestre de radiomessagerie unilatérale (RMU) dans la Communauté, il convient de reprendre ces appellations en utilisant leur libellé exact. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'article 1er, 3°, en projet, on écrira "European Radio Messaging System" au lieu de "European Radio Message System" et, à l'article 2, § 2, alinéa 2, "message d'alerte" au lieu de "signal sonore simple".

(1) Voir le Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

5. Quand, comme par exemple à l'article 3, § 3, alinéa 2, il est fait référence à des conventions internationales, ces dernières doivent être identifiées avec précision, avec leur intitulé exact et leur date.

6. On évitera de faire figurer dans le texte des règles qui découlent déjà de textes normatifs supérieurs, comme par exemple l'obligation de non-discrimination qui figure à l'article 4, § 4, mais qui résulte déjà des articles 10 et 11 de la Constitution.

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de hierna volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontworpen besluit beweert zijn rechtsgrond hoofdzakelijk te ontleen aan artikel 89, § 2bis, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Deze bepaling machtigt de Koning om voor elke categorie van mobilofoon- en semafoon-dienst die Hij bepaalt, het bestek van openbare dienst op te stellen dat ermee verband houdt, alsook de procedure inzake de toekenning van elke vergunning, met inbegrip van het recht verschuldigd voor het onderzoek van de kandidatuur-dossiers.

Krachtens het tweede lid, b), van de voormelde bepaling, moet dat bestek onder meer betrekking hebben op de minimumvoorwaarden inzake permanentie, kwaliteit en beschikbaarheid van de dienst waarvoor een vergunning is verleend.

In dat verband wordt erop gewezen dat een aantal bepalingen van het ontwerp zo zijn geformuleerd dat zij geen enkele precieze juridische verplichting inhouden voor de houders van de vergunningen. Dat geldt voor alle bepalingen die beginnen met de woorden "De Operator spant zich in ...", "De Operator levert een inspanning om ..." of "De Operator tracht ...". Die bepalingen dienen aldus te worden herzien

.../...

dat, voor de aspecten waarop ze betrekking hebben, de minimumvoorwaarden inzake kwaliteit en beschikbaarheid van de dienst worden vastgesteld.

2. De bijlage bij richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten bepaalt de voorwaarden die aan de vergunningen kunnen worden verbonden.

Binnen de korte termijn die haar is toegemeten, heeft de afdeling wetgeving niet kunnen nagaan of alle voorwaarden die door het onderhavige ontwerp worden opgelegd niet strikter zijn dan die waarin de bijlage bij de voornoemde richtlijn voorziet.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

Men schrijve :

"Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, gewijzigd bij de richtlijnen 95/51/EG van 18 oktober 1995, 96/2/EG van 16 januari 1996 en 96/19/EG van 13 maart 1996;".

.../...

Tweede lid (nieuw)

Er behoort een nieuw lid te worden ingevoegd, luidend als volgt :

"Gelet op richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten;".

Tweede lid (dat het derde lid wordt)

Men schrijve :

"Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994, op artikel 11, vervangen bij de wet van 22 december 1989, ten dele vernietigd door arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990 van het Arbitragehof en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994, en op artikel 13;".

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

Men schrijve :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven,

.../...

inzonderheid op artikel 70, op artikel 75, § 8, vervangen bij de wet van 20 december 1995, op artikel 89, § 2bis, ingevoegd bij de wet van 12 december 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, en op artikel 109ter, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995;".

Vierde tot tiende lid (van het ontwerp)

Deze leden dienen te vervallen. De bepalingen waarnaar verwezen wordt, vormen immers niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit en worden er evenmin door gewijzigd.

Elfde, twaalfde, dertiende en veertiende lid (van het ontwerp)

Deze leden worden het vijfde, zesde, zevende en achtste lid.

Negende lid (nieuw)

Er behoort een "considerans" te worden ingevoegd waarin wordt uiteengezet waarom het aantal vergunningen voor het opzetten en exploiteren van ERMES-semafoonnetten tot drie wordt beperkt (1).

(1) Zie de opmerking die infra over artikel 19, § 1, van het ontwerp wordt gemaakt.

Vijftiende lid (dat het tiende en het elfde lid wordt)

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, tweede zin, dat bij de wet van 4 augustus 1996 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dient een nieuw lid te worden ingevoegd waarin de in de adviesaanvraag vervatte motivering van de dringende noodzakelijkheid wordt overgenomen.

Men schrijve :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door ...;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Bepalend gedeelte

Artikel 2

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 3, tweede lid, de woorden ", in het bijzonder met het DCS-net van BELGACOM" een discriminatie doen ontstaan. Bijgevolg dient ook in artikel 1 de definitie onder punt 23° te vervallen.

.../...

Artikel 3

Paragraaf 1 bepaalt dat de vergunning persoonlijk is en niet kan worden overgedragen. Zulk een regel is in tegenspraak met artikel 89, § 7, van de wet van 21 maart 1991 dat bepaalt dat de overdracht van een niet-gereserveerde dienst vrij is voor zover ze bij het Instituut wordt aangegeven.

Artikel 4

1. Paragraaf 1, tweede lid, is niet regelgevend. Er is immers geen enkel rechtsgevolg verbonden aan het "oordeel" van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie over het niet-discriminerende karakter van de gesloten overeenkomsten. Buitendien machtigt geen enkele wet de Koning ertoe aan het B.I.P.T. een dergelijke bevoegdheid op te dragen.

2. Bovendien wordt krachtens paragraaf 2, tweede lid, aan het Instituut een verordeningsbevoegdheid verleend die aan dat Instituut niet toekomt krachtens de wetten waarin zijn opdrachten zijn vastgesteld.

3. Ingevolge paragraaf 4, tweede lid, wordt aan de operator het recht toegekend de toegang tot de dienst te weigeren of te schorsen, onder meer in geval van "vermoedelijke" niet-betaling.

.../...

Die mogelijkheid wekt verwondering. Er bestaat immers geen enkele wettelijke bepaling waarbij een vermoeden van niet-betaling wordt ingesteld. De operator dient zorgvuldig na te gaan of de betaling al dan niet is uitgevoerd. In geval van weigering of schorsing terwijl de betaling is geschied, draagt de operator de verantwoordelijkheid omdat hij instaat voor de goede organisatie van zijn diensten.

Artikel 6

In paragraaf 2 dient te worden gepreciseerd op grond van welke wet- of verordeningsteksten de apparatuur door het B.I.P.T. zal worden goedgekeurd.

Artikel 7

Geen enkele wet machtigt de Koning om de financiële bijdrage van de operatoren te innen, "als terugbetaling aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken, waarvan de diensten van de rijkswacht de vorige gebruiker waren van de frequenties die voor het ERMES-systeem zijn bestemd".

Ingevolge het voormelde artikel 89, § 2bis, is slechts de inning van een recht voor het onderzoek van de kandidatuurdoSSIers en van een periodiek recht voor het gebruik van het radio-elektrisch spectrum en voor het beheer van de vergunning en het toezicht op de frequenties toegelaten. Zelfs indien de in die ontworpen bepaling voor-

.../...

geschreven betaling als een recht zou kunnen worden bestempeld, maakt ze geen deel uit van één van die categorieën.

Paragraaf 3 dient te vervallen.

Artikel 9

Naar luid van paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2, van de ontworpen tekst is het Instituut ermee belast "technische bijstand" te verlenen aan de operator en kan het "aan de operator (...) technische verplichtingen opleggen". Dergelijke opdrachten maken geen deel uit van die welke dit Instituut toekomen krachtens de wetten die erop van toepassing zijn.

Artikel 11

1. Ingevolge paragraaf 2 worden verplichtingen opgelegd aan derden, namelijk de operatoren van de in België geëxploiteerde PSTN/ISDN-netten (1). Die verplichtingen kunnen hun rechtsgrond niet putten uit artikel 89, § 2bis, van de wet van 21 maart 1991.

(1) Volgens de Franse tekst van de ontworpen bepaling zou het gaan om een "opérateur qui est déclaré puissance sur le marché". Zulk een bepaling is onbegrijpelijk.

2. Paragraaf 3 dient te worden herschreven om hem in overeenstemming te brengen met artikel 89, § 2bis, tweede lid, i), van de wet van 21 maart 1991, waarin het principe wordt vastgesteld van het betalen van lasten voor toegang tot het openbare net, op basis van de werkelijke kostprijs verhoogd met een normale winst.

Artikel 14

1. Krachtens die bepaling dient aan het Instituut een "recht voor het beheer van de vergunning" en een "recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties" te worden betaald.

Het voormelde artikel 89, § 2bis, verleent weliswaar toestemming voor het innen van dergelijke rechten, maar bepaalt geenszins dat deze aan het Instituut zullen worden gestort en eraan vervallen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar vloeit de storting van de rechten aan het Instituut voort uit artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving. De rechten waarvan in die bepaling sprake is, zijn echter verschuldigd door titularissen van andere vergunningen dan die welke bedoeld zijn in de wet van 21 maart 1991.

De bepaling dient te worden herwerkt teneinde erin te stellen dat de rechten zullen worden betaald aan de Staat of, in voorkomend geval, door het Instituut zullen worden geïnd en doorgestort aan de Staat.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 22 en 30.

2. Naar luid van artikel 11 van de voormelde richtlijn 97/13/CE dient "iedere vergoeding die van de ondernemingen als onderdeel van machtigingsprocedures wordt verlangd uitsluitend (...) [te strekken] tot dekking van de administratiekosten die voortvloeien uit de afgifte van, het beheer van, de controle van en het toezicht op de naleving van de toepasselijke individuele vergunningen" en dienen de vergoedingen "in verhouding te staan tot het ermee gepaard gaande werk". De heffingen die worden geïnd "om een optimaal gebruik van (...) [schaarse] hulpbronnen te waarborgen" dienen "rekening te houden met de noodzaak de ontwikkeling van innovatieve diensten en concurrentie te bevorderen".

Binnen de korte termijn die haar is toegemeten, kan de afdeling wetgeving geen advies uitbrengen over de bestaanbaarheid van de in het ontwerp vastgestelde rechten met de eisen van de richtlijn. Er zou echter meer duidelijkheid moeten komen over de diensten waarvan de rechten voor het beheer van de vergunning geacht worden de kosten te dekken. Indien de rechten geacht worden inzonderheid de controlekosten te dekken, dient zulks uitdrukkelijk te worden vermeld.

.../...

3. Er is een gebrek aan overeenstemming tussen paragraaf 3, tweede lid, en paragraaf 5, derde lid. De tekst dient te worden aangepast om die tegenstrijdigheid weg te werken.

Artikel 15

Artikel 15, § 4, tweede lid, is verstoken van enige rechtsgrond. De bij wege van artikel 43 van de wet van 21 maart 1991 opgerichte dienst "ombudsman" is uitsluitend bedoeld voor de betrekkingen van Belgacom met zijn gebruikers.

Artikel 17

Luidens artikel 75, § 8, van de wet van 21 maart 1991 mogen alleen de geschillen tussen personen die telecommunicatie-infrastructuren of -diensten aanbieden voorgelegd worden aan het B.I.P.T. met het oog op de verzoening van de partijen. Verordeningsbepalingen kunnen alleen tot gevolg hebben dat deze verzoening verplicht wordt.

Paragraaf 5 van de ontworpen bepaling stelt dat "alle geschillen betreffende de toepassing van de bepalingen van dit bestek" aan het Instituut mogen worden voorgelegd. Indien het de bedoeling is om aan te sluiten bij het bepaalde van artikel 75, § 8, van de wet van 1991, is deze paragraaf overbodig en moet hij vervallen. In het tegenovergestelde geval zou de bepaling geen rechtsgrond hebben en dient de paragraaf ook te vervallen.

.../...

Gelet op deze opmerking zouden de verschillende artikelen waarin naar artikel 17, § 5, wordt verwezen, namelijk artikel 8, tweede lid, artikel 11, § 4, artikel 12, § 5, artikel 13, § 1, enz. aangepast moeten worden.

Artikel 18

1. Paragraaf 2 moet herzien worden om in overeenstemming te worden gebracht met artikel 9, lid 4, van de genoemde richtlijn 97/13/EG.

2. Er dienen ook bepalingen te worden vastgesteld die ertoe strekken de eerbiediging van de rechten van verdediging te waarborgen bij de toepassing van de administratieve sancties waarin artikel 3 voorziet.

Artikel 19

Krachtens artikel 10, lid 2, van de genoemde richtlijn 97/13/EG, moet de beslissing om het aantal vergunningen te beperken gemotiveerd zijn. Deze motivering moet de vorm aannemen van een considerans in de aanhef van het besluit.

.../...

Artikel 20

Artikel 89, § 2bis, van de wet van 21 maart 1991 verleent de Koning geen machtiging om in zijn bestek voorwaarden te bepalen met betrekking tot de hoofdzetel, de samenstelling van het kapitaal en de rechtspositie van de vergunningaanvrager. De eerste en tweede paragraaf hebben dus geen rechtsgrond.

Bovendien kan de verplichting om voor iedere telecommunicatieactiviteit een afzonderlijke boekhouding te houden alleen worden opgelegd aan personen die, krachtens artikel 109bis van de wet van 21 maart 1991, exclusieve rechten genieten of een dominante positie hebben. Paragraaf 4, waarbij deze verplichting aan iedere operator wordt opgelegd, moet dus herzien worden. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 24

De ontworpen tekst mag geen regels uitvaardigen met betrekking tot aangelegenheden die niet tot de bevoegdheid van de Koning behoren. De Koning mag onder meer geen voorschriften opleggen met betrekking tot het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Hij kan dus niet bepalen dat bijlagen bij het dossier in het Engels worden gesteld, noch opleggen dat het dossier in een bepaalde landstaal wordt gesteld.

.../...

Artikel 29

Paragraaf 2, tweede lid, waarin wordt bepaald dat "De Vergunning (...) vertrouwelijk (is) en (...) dus niet bekendgemaakt (wordt) in het Belgisch Staatsblad", is in strijd met datgene wat bepaald wordt in artikel 23, § 2, tweede lid, waarin duidelijk sprake is van de bekendmaking van beslissingen tot toekenning van de vergunningen. Deze tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

De aandacht wordt bovendien gevestigd op de bepaling van artikel 8, lid 3, van de genoemde richtlijn 97/13/EG, waarin wordt bepaald dat de informatie over de voorwaarden die aan enigerlei individuele vergunning worden verbonden, bekendgemaakt wordt.

SLOTOPMERKINGEN

1. De ontworpen tekst is bijzonder slecht gesteld en slecht getypt. Het verdient aanbeveling dat hij volledig herschreven wordt, waarbij bovendien rekening moet worden gehouden met de wetgevingstechnische regels (1).

2. In het algemeen worden in het ontwerp onnodig veel hoofdletters geschreven.

(1) Zie de Handleiding bij de wetgevingstechniek, diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel bij het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

3. Vele bepalingen van het ontworpen besluit zijn zo goed als onverstaanbaar.

4. Wanneer in het ontworpen besluit benamingen worden gebruikt die komen uit richtlijn 90/544/EEG van de Raad van 9 oktober 1990 inzake de voor de gecoördineerde invoering in de Gemeenschap van de paneuropese openbare semafoondienst te land bestemde frequentiebanden, dienen deze benamingen exact te worden overgenomen zoals ze in de richtlijn staan. Zo schrijve men bijvoorbeeld in het ontworpen artikel 1, 3°, "European Radio Messaging System" in plaats van "European Radio Message System" en, in artikel 2, § 2, tweede lid, "oproeptoon", in plaats van "eenvoudig geluidssignaal".

5. Wanneer, zoals bijvoorbeeld in artikel 3, § 3, tweede lid, verwezen wordt naar internationale overeenkomsten, moeten deze laatste nauwkeurig worden aangeduid, met het juiste opschrift en de juiste datum.

6. Men moet voorkomen dat in de tekst regels staan die reeds uit hogere normatieve teksten voortvloeien, zoals bijvoorbeeld het discriminatieverbod dat in artikel 4, § 4, staat, maar dat reeds van toepassing is ingevolge de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

C.-L. CLOSSET,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-referen-
daris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

C.-L. CLOSSET